

Séminaire « Enquêtes marxistes sur le capitalisme contemporain »

1^{re} séance – Genre et reproduction sociale

1. Friedrich Engels, extrait de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), Messidor/Éditions sociales, 1983.

Quand et comment les troupeaux passèrent-ils de la propriété commune de la tribu ou de la *gens* à la propriété des chefs de famille individuels ? Nous n'en savons rien jusqu'à présent. Mais, pour l'essentiel, cela doit s'être produit à ce stade. Avec les troupeaux et les autres richesses nouvelles, la famille subit alors une révolution. Gagner la subsistance avait toujours été l'affaire de l'homme; c'est lui qui produisait les moyens nécessaires à cet effet et qui en avait la propriété. Les troupeaux constituaient les nouveaux moyens de gain; c'avait été l'ouvrage de l'homme que de les apprivoiser d'abord, de les garder ensuite. Aussi le bétail lui appartenait-il, tout comme les marchandises et les -esclaves troqués contre du bétail. Tout le bénéfice que procurait maintenant la production revenait à l'homme; la femme en profitait, elle aussi, mais elle n'avait point de part à la propriété. Le « sauvage » guerrier et chasseur s'était contenté de la seconde place à la maison, après la femme; le pâtre « aux mœurs plus paisibles », se prévalant de sa richesse, se poussa au premier rang et rejeta la femme au second. Et elle ne pouvait pas se plaindre. La division du travail dans la famille avait réglé le partage de la propriété entre l'homme et la femme; il était resté le même et, pourtant, il renversait maintenant les rapports domestiques antérieurs uniquement parce qu'en dehors de la famille la division du travail s'était modifiée. La même cause qui avait assuré à la femme sa suprématie antérieure dans la maison: le fait qu'elle s'adonnait exclusivement aux travaux domestiques, cette même cause assurait maintenant dans la maison la suprématie de l'homme: les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus, maintenant, à côté du travail productif de l'homme; celui-ci était tout; ceux-là n'étaient qu'un appoint négligeable. Ici déjà, il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique.

Avec la suprématie effective de l'homme à la maison, le dernier obstacle à son pouvoir absolu s'écroulait. Ce pouvoir absolu fut confirmé et s'éternisa par la chute du droit maternel, l'instauration du droit paternel, le passage graduel du mariage apparié à la monogamie. Mais, du même coup, une brèche se produisit dans le vieil ordre gentilice: la famille conjugale devint une puissance et se dressa, menaçante, en face de la *gens*.

2. Clara Zetkin, « Lutte pour l'émancipation des femmes », Discours à la première conférence de l'internationale ouvrière, 1889.

Jadis, le salaire de l'homme, ajouté à l'activité productrice de la femme au foyer, suffisait à assurer l'existence de la famille ; maintenant il suffit à peine à faire vivre un travailleur célibataire. Le travailleur marié est dès lors contraint de compter sur le travail salarié de sa femme.

Cet état de choses a libéré la femme de la dépendance économique vis à vis de l'homme. La femme travaillant dans l'industrie ne pouvait plus, dans la famille, constituer un simple appendice économique du mari ; force économique indépendante de l'homme, elle apprit à se suffire. Or, si la femme n'est plus dépendante de l'homme sur le plan économique, il n'y a aucune raison pour qu'elle le soit sur le plan social.

Toutefois, cette indépendance ne profite pas pour l'instant à la femme elle-même, mais au capitaliste. Parce qu'il détenait le monopole des moyens de production, le capitaliste s'est emparé de ce nouveau facteur économique et l'a utilisé à son avantage exclusif.

Libérée de sa dépendance économique vis-à-vis de l'homme, la femme est passée sous la domination économique du capitaliste. D'esclave de son mari, elle est devenue l'esclave de son employeur. Elle n'avait fait que changer de maître. Elle a toutefois gagné au change : sur le plan économique, elle n'est plus un être inférieur subordonné à son mari, elle est son égale.

Cependant le capitaliste ne se contente pas d'exploiter la femme elle-même, il se sert d'elle pour exploiter encore mieux les travailleurs.

La main-d'œuvre féminine a été dès le départ meilleur marché que la main-d'œuvre masculine. Le salaire de l'homme était calculé à l'origine pour subvenir aux besoins de toute une famille, le salaire de la femme, lui, n'a représenté dès le début que l'entretien d'une seule personne et même en partie seulement, parce qu'on escomptait que la femme, en dehors de son travail à l'usine, continuerait à travailler à la maison.

Par ailleurs, les biens fabriqués par la femme au foyer avec des moyens de production primitifs ne représentaient, comparés aux produits industriels, qu'une petite quantité de travail social moyen. On en déduisit que la femme avait une capacité de travail moindre et en conséquence sa force de travail fut payée moins. A ces raisons de la payer moins s'ajouta le fait que la femme a, en gros, moins de besoins que l'homme.

Mais ce qui fit de la femme une main-d'œuvre particulièrement appréciée du capitaliste, ce n'est pas seulement son prix réduit, mais aussi sa plus grande soumission.

Le capitaliste a spéculé sur ces deux facteurs pour rémunérer la travailleuse aussi bas que possible et pour abaisser au maximum, du fait de sa concurrence, le salaire des hommes. [...]

Si l'on revendique l'interdiction ou la limitation du travail féminin en arguant de la concurrence qu'il représente, il est tout aussi logique de réclamer la suppression des machines et le retour au droit corporatif du Moyen Age qui établissait le nombre des travailleurs à employer dans chaque entreprise.

Mais, abstraction faite des motifs économiques, ce sont avant tout des raisons de principe qui s'opposent à une interdiction du travail féminin.

A toute tentative dans ce sens, les femmes doivent opposer la résistance la plus vive et la plus justifiée car elles savent que leur égalité sociale et politique avec l'homme repose uniquement sur l'indépendance économique, que leur permet le travail hors du foyer.

C'est pour des raisons de principe que nous autres femmes, nous nous élevons avec la plus grande énergie contre une limitation du travail féminin.

3. Alexandra Kollontai, « L’Affranchissement de la femme par le travail », *Clarté* n°36, 20 mai 1923.

Le rôle assigné au travail dans la République prolétarienne – rôle si foncièrement différent de celui que lui reconnaissait la société bourgeoise – enfante de nouvelles mœurs qui modifient la mentalité des foules laborieuses et les obligent à penser et à sentir autrement que par le passé. [...] Mais le plus frappant est la révolution qui s’opère dans les rapports entre les sexes. En Russie, comme d’ailleurs dans tous les pays belligérants, la guerre avait déjà fortement ébranlé la solidité de la famille bourgeoise. Et cela pour deux raisons ; en premier lieu, le développement de la main-d’oeuvre féminine dont le résultat a été d’assurer ‘indépendance économique de la femme; en second lieu, la multiplication des naissances d’enfants naturels. D’un coup, toutes les prescriptions de la morale bourgeoise furent frappées à mort. Les couples s’unirent sans s’inquiéter des commandements de l’Église et des préceptes bourgeois.

Dans la Russie des Soviets où, dans les premiers mois de la révolution, le mariage religieux fut aboli et la distinction entre les enfants naturels et les enfants légitimes supprimée, où la proclamation du travail obligatoire pour tous fit de la femme au même titre que l’homme une unité ouvrière dans l’économie nationale, le mariage devait perdre forcément son sens initial. Dans la société bourgeoise, le mariage est un contrat entre deux conjoints, contrat dûment scellé par plusieurs témoins et sur lequel pour plus de sûreté et de solidité est apposé le cachet de Dieu. L’homme prend la femme à sa charge, s’engage à l’entretenir, et exige en échange qu’elle prenne soin des biens dont il dispose, qu’elle le serve, lui, sa progéniture, ses héritiers, qu’elle lui garde une irréprochable fidélité afin de ne lui faire cadeau de l’enfant d’un autre. L’adultère, quand il est commis par la femme, détruit l’équilibre du ménage et on conçoit dès lors que la bourgeoisie voue aux gémonies la femme qui a « trompé » l’époux nourricier. Mais sur les incartades de l’époux, la bourgeoisie ferme les yeux, puisqu’elles ne mettent pas en péril les intérêts du ménage.[...]

Dans la République prolétarienne, où l’économie individuelle, principalement dans les villes, a tendance à disparaître au profit de la vie publique, où le réseau des institutions d’éducation sociale se développe rapidement et où chaque femme travaille autant que l’homme, gagne sa vie indépendamment, la question du mariage revêt un tout autre aspect. Les citoyens de la République ouvrière ne s’unissent ni par calcul économique, ni pour organiser un « petit ménage », mais seulement s’ils y sont poussés par un réciproque penchant. Nos deux conjoints n’ont aucune raison de passer un contrat puisque de toute façon aucun d’eux ne peut assurer à l’autre un avantage matériel, chacun d’eux recevant de la collectivité la portion, les vêtements, les chaussures et le logement auxquels il a droit selon les bons qu’il a obtenu par son travail.

Ainsi le mariage apparaît sous une lumière nouvelle. Nous assistons à un vaste bouleversement des rapports conjugaux. Et le plus curieux est que ce genre de vie pénètre même dans les anciennes familles bourgeoises. Depuis que les petites dames de la ci-devant bourgeoisie, ces récents parasites, ont envahi nos institutions soviétistes et ont commencé à gagner leur vie elles-mêmes, elles ont adopté d’emblée un ton d’indépendance auquel leur mari était loin d’être habitué.

Comme on le voit, dès que le mariage cesse de procurer un avantage matériel quelconque, il perd toute solidité. Désormais, il est infiniment plus facile aux époux de se séparer. S’ils ne sont pas liés par un penchant naturel, ils ne cherchent aucunement à rester en famille. Ils ne sont plus attachés comme naguère à la communauté du ménage, par les obligations des parents envers les enfants. Et le mariage religieux n’est plus aujourd’hui inviolable. Certes, nous devons nous garder de généraliser ces nouvelles mœurs qui ne sont pas encore devenues une règle

universelle, mais qui s'établissent et s'établiront de plus en plus au fur et à mesure que s'organisera la vie communiste. [...] Certes, cet article n'a pas la prétention d'épuiser un aussi vaste sujet que celui des bouleversements apportés par la Révolution russe dans les mœurs et dans les formes de vie. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir. Pour le moment, nous tenons à souligner que la Révolution d'octobre et l'organisation des nouvelles formes confirment ce que nous avons toujours dit : que la position de la femme dans la société et dans le mariage est déterminée uniquement par le rôle qu'elle joue dans la production et par l'importance du concours qu'elle apporte à l'économie nationale. Ainsi, du travail dépend la situation de la femme. Et tandis que les conditions économiques et conjugales de la société bourgeoise asservissaient la femme, les nouvelles formes de travail de la collectivité ouvrière lui apportent l'affranchissement.

4. Léon Trotsky, extrait de *Les Questions du mode de vie*, 1923.

Dans le domaine du mode de vie, la classe ouvrière est divisée en petites cellules familiales. La transformation du pouvoir, et même celle du régime économique (les travailleurs devenant propriétaires des usines et des fabriques), tout cela, bien sûr, agit sur la famille, mais seulement de l'extérieur et de façon détournée, sans ébranler ses habitudes directement héritées du passé. Une métamorphose du mode de vie et de la famille exige de la classe ouvrière dans son ensemble une conscience aiguë des problèmes et des efforts à faire ; cela suppose, dans la classe ouvrière elle-même, un énorme travail d'éducation culturelle. La charrue doit labourer la terre en profondeur. Établir l'égalité politique de la femme et de l'homme dans l'État soviétique – c'est un des problèmes, le plus simple. Établir l'égalité économique du travailleur et de la travailleuse dans la fabrique, à l'usine, au syndicat – c'est déjà beaucoup plus difficile. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille – voilà qui est incomparablement plus compliqué et qui exige des efforts immenses pour révolutionner tout notre mode de vie. Et cependant, il est évident que tant que l'égalité de l'homme et de la femme ne sera pas établie dans la famille, on ne pourra pas parler sérieusement de leur égalité dans la production ni même de leur égalité politique, car si une femme est asservie à sa famille, à la cuisine, à la lessive et à la couture, ses possibilités d'agir dans la vie sociale et dans la vie de l'État sont réduites à l'extrême. [...]

Une fois encore, les conditions d'apparition d'un mode de vie et d'une famille d'un type nouveau ne peuvent être séparées de l'œuvre générale de la construction socialiste. Le gouvernement ouvrier doit s'enrichir pour qu'il soit possible d'organiser de façon sérieuse et adéquate l'éducation collective des enfants, pour qu'il soit possible de libérer la famille de la cuisine et du lavage. La collectivisation de l'économie familiale et de l'éducation des enfants est impensable sans un enrichissement de toute notre économie dans son ensemble. Nous avons besoin de l'accumulation socialiste. C'est à cette seule condition que nous pourrions libérer la famille des fonctions et des occupations qui l'accablent et la détruisent. La lessive doit être faite dans une bonne laverie collective. Les repas doivent être pris dans un bon restaurant collectif. Les vêtements doivent être taillés dans un atelier de couture. Les enfants doivent être éduqués par de bons pédagogues qui trouveront leur véritable emploi. Alors les liens du mari et de la femme ne seront plus entravés par ce qui leur est extérieur, superflu, surajouté et occasionnel. L'un et l'autre ne s'empoisonneront plus mutuellement l'existence. On verra enfin apparaître une véritable égalité de droit. Les liens seront uniquement définis par une attirance mutuelle. Et c'est précisément pour cette raison qu'ils seront plus solides, différents certes pour chacun, mais contraignants pour personne. [...]

Ce que l'on vient de dire ne signifie nullement, bien entendu, qu'il existe un moment précis du développement matériel favorisant l'apparition immédiate de cette famille nouvelle. Non, la formation de la famille nouvelle est possible dès à présent. Il est vrai que l'État ne peut pas encore se charger de l'éducation collective des enfants, de la création de cuisines collectives meilleures que les cuisines familiales, de la création de laveries collectives, où le linge ne serait ni déchiré ni volé. Mais cela n'empêche pas du tout les familles les plus progressistes de prendre l'initiative de se regrouper dès maintenant sur une base collectiviste.

5. Josette Trat, « 22. Friedrich Engels : de la propriété privée à l'assujettissement des femmes », in Danielle Chabaud-Rychter *et al.*, *Sous les sciences sociales, le genre, La Découverte*, 2010.

En fait pour F. Engels, si les grandes divisions du travail qui vont émerger avec la domestication des animaux et le développement de la production (notamment la division du travail entre producteurs et marchands) sont purement sociales, la division du travail entre hommes et femmes s'enracine dans le biologique. Elle est le prolongement immédiat de la première division du travail entre hommes et femmes dans la procréation et ne fait pas question. C'est là que réside une limite essentielle du raisonnement de F. Engels qui reproduit le stéréotype toujours vivace suivant lequel mettre au monde des enfants implique « tout naturellement » pour les femmes, et elles seules, d'en prendre soin quotidiennement, même si, pour lui, cette prise en charge des enfants doit se faire dans un cadre collectif.[...]

En France, en 1970, dans son article *L'Ennemi principal*, Christine Delphy a analysé l'oppression des femmes comme le produit d'un « mode de production domestique » dans lequel les hommes exploitent gratuitement le travail domestique des femmes [1998 (1970)]. Pour elle, de même qu'ouvriers et patrons s'affrontent à l'usine, hommes et femmes constituent deux classes antagonistes. Ces analyses ont été directement inspirées par les phrases de F. Engels assimilant l'homme à un « bourgeois » et la femme au « prolétariat ». Quand F. Engels parle de l'homme comme d'un bourgeois, ce n'est pas une figure de style. Il fait référence aux hommes des classes possédantes qui ont concentré entre leurs mains les richesses et veulent les transmettre, les femmes, étant, elles, économiquement complètement dépendantes d'eux pour survivre : « De nos jours l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes ; et ceci lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer » [1974 (1884), p. 82]. Donne-t-il une valeur plus générale à cette formule ? Pense-t-il que l'ensemble des femmes constituent une classe homogène face à la « classe des hommes » ? Ceci serait contradictoire avec sa vision idéalisée de la famille ouvrière. D'autres féministes, chercheuses et militantes, comme celles qui se sont réclamées du courant « féministe-luttes de classe » ont repris l'idée d'un rapport social de domination des hommes sur les femmes, tout en insistant sur les différenciations sociales existant entre femmes. Se pose alors la question de l'articulation entre rapports de classe et rapports sociaux de sexe [Kergoat, 1984], dans le cadre du système capitaliste mondialisé [Trat, 2007]. Cette problématique s'est enrichie en prenant en compte les rapports postcoloniaux et le racisme [Kergoat, 2005]. [...]

L'analyse de F. Engels est une critique radicale de la conception naturaliste et fataliste de la subordination des femmes aux hommes, mais elle reste inaboutie dans la mesure où elle ne remet pas en cause la répartition sexuée des tâches au sein de la famille, même s'il préconise la socialisation des tâches domestiques.

6. Angela Davis, extrait de *Femmes, race et classe, Des femmes*, rééd. 2007 (1981).

La consolidation du capitalisme industriel a considérablement élargi le fossé qui séparait le nouveau et l'ancien mode de production économique. [...] La naissance de la femme d'intérieur ne fut pas la moindre des conséquences idéologiques de cette radicale transformation économique : peu à peu, les femmes se virent attribuer le rôle de gardiennes d'une vie domestique dévalorisées. Cette représentation se heurtait pourtant à une contradiction de taille. De nombreuses immigrantes étaient venues grossir les rangs de la classe ouvrière au Nord-Est des Etats-Unis. Ces femmes blanches étaient d'abord des salariées et accessoirement des maîtresses de maison. D'autres femmes, par millions, soutenaient involontairement l'économie esclavagiste du Sud en travaillant dur, loin de leur foyer. [...]

Aux Etats-Unis, les femmes de couleur – et surtout les femmes noires – sont depuis des dizaines d'années employées comme femmes de ménage. En 1910, la moitié des femmes noires travaillaient à l'extérieur de leur foyer, et un tiers d'entre elles étaient payées comme domestiques. En 1920, le second chiffre était passé à plus de 50%, et en 1930, trois femmes noires sur cinq étaient concernées. La modification radicale de l'emploi féminin pendant la Seconde Guerre mondiale provoqua notamment une diminution opportune des emplois domestiques chez les Noirs. Cependant, un tiers des femmes noires du pays étaient encore asservies de cette manière en 1960. Avant que les emplois de bureau ne commencent à s'ouvrir, le nombre de domestiques noires ne diminuait jamais franchement. Aujourd'hui, il tourne autour de 13%.

Les pénibles obligations domestiques de toutes les femmes trahissent la force évidente du sexisme. En raison du regain de racisme, de nombreuses femmes noires ont été contraintes d'accomplir leurs tâches ménagères en même temps que celle des autres. Très souvent, devant les contraintes liées à leur service dans la famille blanche, elles ont dû négliger leur maison et leurs enfants. Payées pour l'entretien elles ont été appelées à remplacer les épouses et les mères dans des millions de foyers blancs. [...] Le Mouvement pour le salaire ménager considère que la rétribution du travail domestique donnerait aux femmes un statut social plus élevé. Après de longues années de lutte, les employées de maison – qui sont payées – ont tiré des conclusions très différentes. Leur condition est plus misérable que celle de n'importe quel autre groupe de travailleurs dans le système capitaliste. [...] Ne serait-il pas plus réaliste de leur conseiller de « partir » à la recherche d'une profession extérieure – ou du moins, de participer à une grande campagne pour l'ouverture d'emplois décents aux femmes ? Certes, les conditions de travail imposées par le capitalisme sont brutales. Certes, ces activités sont ingrates et aliénantes. Mais malgré tout, sur leur lieu de travail, les femmes peuvent unir leurs forces à celles de leurs sœurs et de leurs frères, afin de défier les capitalistes au niveau de la production. En tant que travailleuses, en tant que militantes ouvrières, les femmes peuvent faire naître une véritable résistance au bastion du sexisme qu'est le système de monopole capitaliste.

7. Silvia Federici, extrait de *Le capitalisme patriarcal, La fabrique*, 2019.

Dans le même temps, le féminisme nous a donné des outils pour produire une critique de Marx. C'est là l'un des apports les plus importants au niveau théorique du mouvement féministe des années 1970 auquel j'ai participé, et en particulier des femmes associées à la campagne « Wages for Housework » (« Un salaire pour le travail ménager »), comme Mariarosa Dalla Costa et Leopoldina Fortunati en Italie et Maria Mies en Allemagne - qui ont énormément contribué au développement d'une théorie marxiste-féministe. Ces femmes ont formulé une critique puissante de Marx en constatant qu'il s'était attaqué à l'histoire du développement du capitalisme

en Europe et dans le monde du seul point de vue de l'invention du travailleur industriel salarié, de l'usine, de la production de marchandises et du salariat, omettant des problématiques cruciales par la suite pour la théorie et la pratique féministes : toute la sphère des activités essentielles à la reproduction de notre vie comme le travail domestique, la sexualité, la procréation ; le fait est qu'il n'a pas analysé la forme spécifique d'exploitation des femmes dans la société capitaliste moderne.

Marx a reconnu l'importance du rapport entre les hommes et les femmes dans l'histoire dès ses premiers travaux. Il a dénoncé l'oppression des femmes, surtout dans la famille capitaliste, bourgeoise. Ainsi, dans les Manuscrits de 1844, il écrit (évoquant Fourier, en un sens) que le rapport entre les femmes et les hommes dans toute société et à toute époque de l'histoire est la mesure de la capacité des êtres humains à humaniser la nature - ce sont les termes qu'il emploie. Dans *L'Idéologie allemande*, il parle de l'esclavage latent dans la famille et de la façon dont les hommes s'approprient le travail des femmes. Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, il dénonce l'oppression des femmes dans la famille bourgeoise, comment elles sont traitées comme propriété privée et utilisées dans la transmission de l'héritage. Il y a donc bien une conscience féministe relativement présente, mais sous la forme de commentaires ponctuels qui ne se traduisent pas en une théorie en tant que telle. Ce n'est que dans le livre 1 du *Capital* que Marx analyse le travail des femmes dans le capitalisme, mais il n'analyse que le travail des ouvrières dans la grande industrie. Il est vrai que peu de théoriciens ont dénoncé avec tant de passion et de force l'exploitation brutale dans les usines des femmes et des enfants, et des hommes bien entendu, en décrivant la journée de travail, les conditions dégradantes (certes non sans un certain moralisme, comme quand il parle de la dégradation des femmes qui, faute de pouvoir vivre de leur salaire, très bas, doivent le compléter par la prostitution) mais dans les trois livres du *Capital*, on ne trouve aucune analyse du travail de reproduction. Il n'en parle que dans deux petites notes : dans l'une il écrit que les ouvrières, étant toute la journée à l'usine, sont obligées d'acheter ce dont elles ont besoin et dans l'autre, il signale qu'il a fallu une guerre civile pour que les ouvrières puissent s'occuper de leurs enfants, référence à la guerre de Sécession aux Etats-Unis qui avait mis fin à l'esclavage et interrompu l'arrivée de coton en Grande-Bretagne, conduisant ainsi à la fermeture des usines.

Il est curieux qu'il n'ait pas été capable de considérer le travail de reproduction.

8. Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser, extrait de *Féminisme pour les 99%*, un manifeste, La Découverte, 2019.

Thèse 9, En luttant pour empêcher la destruction de la Terre par le capital, le féminisme pour les 99% est écosocialiste [...]

Si la catastrophe écologique actuelle est directement liée au capitalisme, elle reproduit et aggrave également l'oppression des femmes. En représentant près de 80 % des réfugié-e-s climatiques, elles sont en première ligne. Dans les pays du Sud, la force de travail agricole est très majoritairement composée de femmes, qui assument également en grande partie, la responsabilité du travail de reproduction sociale. Les femmes font face à la sécheresse, la pollution et la surexploitation des terres : ce sont elles qui fournissent la nourriture, les vêtements et les abris à leurs familles. De la même façon, les femmes racisées sont les plus vulnérables dans les pays du Nord : victimes du racisme environnemental, elles sont les principaux piliers des communautés sujettes aux inondations et à l'empoisonnement au plomb.

Elles sont également à la tête de luttes contre cette catastrophe écologique imminente. Il y a plusieurs décennies, les activistes de gauche, réunies dans le groupe Women strike for peace s'opposaient déjà aux armes atomiques qui avaient déposé sur strontium 90 dans nos eaux. Aujourd'hui, les femmes [notamment amérindien-ne-s] mènent la lutte des water protectors contre le Dakota access pipeline aux Etats-Unis. Au Pérou, elles ont soutenu maxima accuna qui a gagné la bataille contre le géant miniers américain, Newmont. Au nord de l'Inde, les femmes Garhwali s'opposent à la construction de trois barrages hydroélectriques. A travers le globe, elles luttent contre la privatisation de l'eau et des semences et pour la préservation de la biodiversité et une agriculture durable.

Ces femmes inventent de nouvelles formes de lutte intégrées : elles vont à l'encontre des courants écologistes traditionnels qui pensent que la défense de la « nature » et le bien être matériel des communautés humaines sont incompatibles. En refusant de découpler les questions écologiques et celles liées à la reproduction sociale, ces mouvements représentent une alternative anticapitaliste et anti-industrielle puissante aux courants soutenant le projet d'un « capitalisme vert », qui ne fait rien pour mettre fin au réchauffement climatique et enrichit ceux qui spéculent sur des « permis d'émission », des « services d'écosystème », la « compensation carbone » et les « dérivés environnementaux ». Contrairement à ces projets de « finance verte » qui considèrent la nature comme une pure abstraction quantitative, les luttes des femmes se concentrent sur le monde réel dans lequel la justice sociale, le bien être des communautés et la préservation de la nature non-humaine sont inextricablement mêlés.

La libération des femmes et la protection de notre planète face au désastre écologique marchent main dans la main – vers le dépassement du capitalisme.

9. Sara Farris, « Les fondements politico-économiques du fémonationalisme », *Contretemps*, 2013.

Le « fémonationalisme », compris comme la mobilisation contemporaine des idées féministes par les partis nationalistes et les gouvernements néolibéraux sous la bannière de la guerre contre le patriarcat supposé de l'Islam en particulier, et des migrants du Tiers monde en général, constitue la stratégie discursive complexe que cet article vise à déconstruire. [...]

Le rôle « utile » que les travailleuses migrantes jouent dans la restructuration contemporaine des régimes de bien-être, et la féminisation de secteurs clés dans l'économie des services, bénéficient d'une certaine indulgence des gouvernements néo-libéraux et de la compassion trompeuse des partis nationalistes envers les femmes migrantes, comparativement aux hommes migrants. Nous pourrions constater qu'en plus d'être extrêmement utiles en tant que « travailleuses reproductives », les femmes migrantes sont aussi des « organismes reproductifs » dont le taux de natalité est plus du double de celui des femmes autochtones⁴⁰. Malgré des tentatives de « rétablir l'avantage démographique national »⁴¹ – telles que Judith Butler les présente – comme on le voit depuis quelques années dans certains pays de l'UE, des appels à l'assimilation adressés aux femmes migrantes – musulmanes ou non-musulmanes – signalent le rôle spécifique qu'elles jouent dans la société contemporaine européenne. Dans la mesure où elles sont considérées comme les corps utiles aux générations futures, en tant que mères jouant un rôle crucial dans le processus de transmission des « valeurs sociétales », en tant que remplaçantes des femmes nationales dans le secteur reproductif, mais aussi en tant qu'épouses potentielles pour les hommes européens, les femmes migrantes semblent devenir les cibles d'une campagne de bienveillance trompeuse dans laquelle elles sont « nécessaires »

en tant que travailleuses, « tolérées » en tant que migrantes et « encouragées » à se conformer aux valeurs occidentales en tant que femmes.

Deux autres éléments doivent être évoqués brièvement. Considérer le placement spécifique des femmes sur le marché économique est important pour une critique du fémonationalisme, non seulement quant au rôle des femmes en tant que productrices et reproductrices, mais aussi quand nous les considérons comme consommatrices et même comme marchandises. [...]

La montée en puissance du fémonationalisme doit être enfin conçue comme symptomatique de la position distincte des femmes occidentales et non-occidentales dans la chaîne matérielle de production et de reproduction économique et politique au sens large. Les tentatives d'appropriation par les discours nationalistes-xénophobes des idéaux féministes d'égalité et de liberté ont émergé de la reconfiguration spécifique du marché du travail, de la migration et des mouvements de la force de travail produits par les dynamiques de la globalisation néo-libérale des trente dernières années. Se confronter au fémonationalisme nécessite donc non seulement un travail de réfutation idéologique, mais aussi une analyse concrète de ses fondements politico-économiques.

10. Aurore Koechlin, extrait de *La révolution féministe*, Amsterdam, 2019.

Dans les sociétés divisées en classes, en particulier sous le mode de production capitaliste, la force de travail est produite et reproduite hors des centres de production, essentiellement dans le cadre de la famille et par les femmes. La reproduction générationnelle de la force de travail est effectuée par le travail de grossesse, d'accouchement et d'éducation des enfants. La reproduction quotidienne de la force de travail est rendue possible par la production de moyens d'existence, mais également par tout un travail additionnel que la tradition féministe a appelé « travail domestique » : préparation des repas, soin de la maison, travail émotionnel, travail sexuel, etc. Cette reproduction quotidienne de la force de travail inclut également celle des travailleurs qui, pour différentes raisons, ne peuvent exercer leur capacité à travailler, comme les enfants, les malades ou les vieilles personnes. Comme le note à juste titre Vogel, la famille est le lieu central mais pas unique de la production et de la reproduction de la force de travail : les cantines, les crèches, les hôpitaux, les écoles remplissent aussi ce rôle. L'ensemble de ces tâches peut être qualifié de travail reproductif. Dans le cadre de la famille, ce n'est pas un travail producteur de valeur d'échange et de survaleur car il est produit gratuitement, hors du marché, il ne prend pas la forme de marchandise et n'a donc qu'une valeur d'usage. Cela ne change rien à son caractère central, dans la mesure où de lui dépend indirectement la production de la survaleur. [...]

Une idée centrale de l'analyse de Vogel est qu'il existe une contradiction essentielle, inhérente aux sociétés de classes et plus spécifiquement au capitalisme, entre la nécessité de produire de la survaleur et la nécessité de produire et reproduire la force de travail à court et à long termes. D'un côté, le travail reproductif est pris sur le travail salarié, qui est le seul à produire de la survaleur, mais, de l'autre, le travail reproductif est nécessaire pour garantir le travail salarié, sur du court et du long terme.

C'est pourquoi le capitalisme tend à réduire au minimum ce travail reproductif et à faire en sorte qu'il soit le moins cher possible, en ne le rémunérant pas directement mais indirectement, via les salaires du travail salarié. C'est pourquoi, aussi, une partie du travail reproductif est prise en charge par l'État, externalisée de la sphère familiale pour être mutualisée, donc coûter moins cher, d'autant que cette externalisation permet de créer de nouveaux secteurs, sources de nouveaux profits. C'est pourquoi, enfin, le capitalisme a recours massivement à la main-

d'œuvre immigrée, dont il n'a pas eu à payer la production.

Les évolutions du travail reproductif sont donc à mettre au compte de cette contradiction centrale du capital. Le travail reproductif est de plus en plus travail salarié et l'on peut dire, avec Sara Farris, qu'il se « marchandise ». Néanmoins, il conserve des propriétés spécifiques. Federici met notamment en avant sa résistance à la mécanisation et à la délocalisation hors de la famille ou de certains lieux dédiés à la reproduction : « À la différence d'autres formes de production, celle des êtres humains reste dans une large mesure irréductible à la mécanisation, car la satisfaction des besoins qu'elle recouvre, et qui mêle inextricablement des éléments physiques et affectifs, passe avant tout par l'interaction humaine ».

En résumé, le travail reproductif englobe l'ensemble des tâches nécessaires à la reproduction de la force de travail et de l'espèce humaine. Il « produit le bien le plus précieux du marché, à savoir la force de travail ». Plus précisément, il est le « processus de “consommation productive” qui produit et reproduit du “capital humain” ou [...] l’“aptitude générale” des ouvriers au travail ». Il permet de produire la marchandise fondamentale du processus du travail, celle qui génère la survaleur, donc le profit des capitalistes. On voit toute l'importance du travail reproductif et l'on dépasse aussi les débats des années 1970 autour du travail domestique et de la question de savoir s'il est producteur de survaleur : il est la condition *sine qua non* de la production de survaleur.